

Souveraineté ou barbarie ?

Author : Jacques Sapir

Categories : [Politique](#)

Date : 6 septembre 2015

[A l'attention de nos lecteurs](#) : à la frontière de l'économie politique et de la philosophie politique, cet article de Jacques Sapir a été publié à l'origine sur son blog [RussEurope le 3 septembre 2015](#). L'économiste connu depuis longtemps pour ses positions anti-Euro a récemment fait l'objet d'une attention médiatique particulière. Plutôt que de se joindre à la [polémique](#) sur ce qu'il appelle [les "Fronts de libération nationale"](#), idée qu'il emprunte à l'économiste et homme politique italien [Stefano Fassina](#), nous avons choisi sur iPhilo d'entendre ce qu'il entendait aujourd'hui par "souveraineté", propos qu'il avait déjà examiné dans un article précédent sur le fait qu'il ne pouvait y avoir de [souveraineté de gauche et de souveraineté de droite](#). Que cette tribune de Jacques Sapir soit l'occasion d'un dialogue vif mais apaisé !

La question de la souveraineté est aujourd'hui posée en France. Ce n'est pas un hasard. Cette dernière traverse donc aujourd'hui une crise généralisée, qui est bien entendu économique et sociale à l'origine mais qui investit désormais d'autres terrains. Les français le ressentent et le traduisent dans un grand pessimisme [\[1\]](#).

Les formes de la crise

Nous savons ce qu'est une crise économique, et nous mesurons tous les jours ce que peut être une crise sociale. Ces crises engendrent un profond sentiment d'insécurité [\[2\]](#). Mais il y a dans la situation actuelle quelque chose de plus, tant quantitativement que qualitativement. Nous découvrons désormais ce que peut être une crise de la Nation, ce moment particulier où l'on sent le sol qui se dérobe sous nos pieds, où ce que l'on pensait être garanti est brutalement remis en cause, une chose qui nous avait été épargné depuis la fin de la IV^{ème} République. De ce sentiment découle celui de l'insécurité culturelle qui, se combinant à l'insécurité sociale, produit ce qu'un [auteur appelle le « malaise identitaire »](#)[\[3\]](#). Derrière le symptôme, il y a bien une réalité, et c'est cette réalité qu'il nous faut tenter de comprendre.

Une des causes de ce pessimisme est le fait que les Français ont le sentiment d'être confronté à une barbarie aux formes multiples. Les attentats de janvier, que ce soit celui qui a frappé la rédaction de *Charlie-Hebdo* ou du supermarché *Hyper-Kasher* ont été le point d'orgue, mais aussi un nouveau point de départ de cette montée de la barbarie en France. Mais, à travers les médias, nous sommes abreuvés des images de la barbarie au Moyen-Orient. Nous sommes en réalité tout à la fois horrifiés et fascinés par la montée de la barbarie.

Des régions entières du monde ont basculé dans une sauvagerie profonde. Des millions de personnes en sont les victimes. Nous avons voulu l'ignorer et nous avons eu, jusqu'à présent, le sentiment de vivre dans un espace protégé, une bulle, où rien de réellement affreux ne pouvait

survenir. Assurément, la conscience des massacres à l'extérieur, de la somme d'injustice et de misère qui s'accumulait loin de nos frontières était une réalité pour certains. Mais, pour une large part de la population, cela restait des mots ; le sentiment de vivre dans une zone protégée, l'Union européenne, l'emportait. C'est ce sentiment, justifié ou non, qui est en train de voler en éclats. La crise actuelle des *réfugiés* (et non des migrants), qui appellerait des réponses fortes et immédiates, met en lumière l'immense hypocrisie des institutions européennes qui préfèrent dénoncer un pays que de s'attaquer aux causes du problème. Et si l'on trouve bon de dénoncer la clôture de barbelés érigée à la frontière hongroise, on applaudit à de similaires clôtures autour du site *EuroStar* à Calais.

Les français ressentent que non seulement ils ne sont pas protégés par l'Union européenne, mais que cette dernière, involontairement ou à dessein, approfondit chaque jour la crise qu'ils ressentent. Ils ressentent aussi que l'Union européenne est partie prenante de la barbarie qui les menace.

La barbarie européiste

Au plus proche de nous une forme de barbarie économique s'est abattue sur la Grèce depuis 2010. La misère, le désespoir, mais aussi la violence politique et le sentiment d'une profonde et totale expropriation, tant économique que politique et sociale sont désormais à nouveau présents en plein cœur de l'Europe. Le phénomène touche désormais une partie de l'Espagne et du Portugal. Cette barbarie économique dépasse, et de loin, ce que l'on attend d'une simple crise. Mise en œuvre par les institutions européennes alors que ces dernières devaient théoriquement nous en protéger, elle porte en elle la condamnation du système qui la produit et la met en œuvre.

La menace d'une inculpation pour *Haute Trahison* pesant sur Yanis Varoufakis a quelque chose d'absurde, mais aussi de terriblement révélateur [4]. Elle symbolise la nature réelle du *diktat* des institutions européennes à l'égard de la Grèce. La situation de pénurie de liquidités qui a été organisée par la Banque Centrale Européenne porte un coup fatal à l'économie grecque. Le pourcentage des prêts dits « non-performants » a très fortement augmenté depuis le 26 juin dernier. Les besoins en financement des banques grecques sont passés de 7 à 10 milliards d'euros fin juin à 25-28 milliards au 15 juillet et pourraient atteindre la somme de 35 milliards vers le milieu de la semaine prochaine. En fait, le système bancaire grec a été *délibérément* détruit par les pressions exercées par la Banque Centrale Européenne à des fins essentiellement politiques. Les montants qu'il faudra accorder à la Grèce simplement pour que le pays ne sombre pas dans un chaos total s'il devait rester dans la zone Euro ne sont plus désormais de 82 à 86 milliards d'euros comme estimé le 13 juillet mais plus probablement de l'ordre de 120 milliards d'euros. La dette de la Grèce n'est aujourd'hui plus « soutenable » et l'accord n'a rien fait pour en assurer la soutenabilité [5]. Mais, cette menace, venant après le *diktat* du 13 juillet, éclaire de manière crue le fait que la zone Euro est désormais devenue un monstre, ou plus précisément un *tyran* qui s'est dégagé de toute règle.

Au fondement de cette barbarie, se trouve la destruction du principe de l'Etat. Cela n'étonnera que ceux qui ignorent tout de la tradition du discours sur l'Etat et le Droit qui court dans le monde occidental depuis maintenant plus de deux millénaires. L'Etat, c'est ce qui protège les individus, qui garanti un corps de règles admises par tous. Mais l'Etat est fondamentalement deux choses. Il peut être la propriété d'un prince, auquel cas, en réalité, il se défait rapidement. Ou bien il peut être l'expression d'un intérêt collectif : tel est le sens de la *Res Publica* qui a donné notre République mais qui est une réalité plus profonde et plus complexe. Le principe républicain existe y compris dans des formes d'organisation politique qui ne sont pas des « républiques ». Il faut donc retracer précisément l'origine du terme si nous voulons comprendre ce qu'il recouvre.

La République et la Nation

Cette *Res Publica* est territorialisée. C'est un point essentiel à comprendre. Les solidarités qui naissent de la compréhension de choses en commun s'enracinent en fait dans l'espace. L'Etat ici se confond avec la Nation. Le lien entre l'Etat et la Nation prend une nouvelle dimension avec l'existence de la démocratie. Cette dernière implique la définition préalable de la souveraineté. En effet, la démocratie moderne, c'est à dire dans le cadre d'un espace territorial qui n'est pas réduit à une Cité-Etat, implique la souveraineté populaire. C'est le leg des révolutions de la fin du XVIIIème siècle. Mais, cette souveraineté populaire implique en amont l'existence de la souveraineté nationale. Sans souveraineté nationale, il ne peut y avoir de souveraineté populaire. L'expression qui symbolise le mieux la Révolution française « du peuple, pour le peuple, par le peuple », ne prend sens que si ce peuple est souverain, ce qui veut aussi dire qu'il ne soit pas soumis à un pouvoir étranger.

L'antériorité *logique* de la souveraineté nationale sur la souveraineté *populaire* interdit d'opposer ces deux concepts. Si la souveraineté nationale ne conduit pas nécessairement à la souveraineté populaire, et il y a eu nombre d'Etats souverains qui n'étaient pas démocratiques, on n'a jamais vu une démocratie dans un Etat qui n'était pas souverain. Opposer souveraineté nationale et souveraineté populaire est une absurdité. Mais, l'importance du principe de souveraineté *en général* a un autre fondement. Il faut comprendre que de la souveraineté découle la légitimité qui, à son tour, fonde la légalité. L'existence de la souveraineté est nécessaire à l'existence d'une autorité légitime, source d'une autorité légale.

Par ailleurs, c'est cette souveraineté qui rend audible l'injonction de solidarité, entre les personnes et les régions sur un territoire donné. Que l'on abdique cette souveraineté et cette solidarité se défait [\[6\]](#). En affirmant que le peuple est le seul détenteur de la souveraineté, la Révolution de 1789 a achevé la construction politico-juridique qui fut commencée sous le moyen-âge. Mais, il faut se souvenir qu'elle ne l'a pas créé. La notion de souveraineté est bien antérieure à la Révolution. C'est pourquoi il faut aussi revenir aux sources de cette tradition intellectuelle du monde occidentale, et tenter de voir ce qui, en elle, est contingent à une époque ou à une culture et ce qui est réellement universel. Ce mouvement de retour doit aussi permettre de distinguer le véritable internationalisme, autrement dit une pensée qui se situe « entre les nations » car elle en

reconnaît l'importance et cherche à dégager des causes communes et à organiser des compromis, et une pensée qui nie les nations, et en réalité nie aussi la démocratie et qui contribue alors à ce principe de destruction des Etats qui engendre la barbarie.

Etat, Nation, société

La société française se défait. De ce constat terrible on peut tirer l'origine de la multiplication des revendications identitaires qui nous fait régresser du « nous » au « je ». Ce processus n'est possible que parce que l'Etat-Nation, cette vieille construction sociale, se défait elle aussi. La Nation, c'est ce qui nous protège de la « guerre de tous contre tous » pour reprendre la formule de Hobbes, ou de l'anomie pour citer Durkheim. Il arrive assurément que la loi opprime. Mais, la pire oppression découle toujours de l'absence de lois. Or, ces lois sont prises dans le cadre de la Nation, et la révolution de 1789 a institué le peuple souverain comme juge suprême de ces lois. La démocratie découle alors nécessairement de la souveraineté. Certes, il est des Nations souveraines qui ne sont pas démocratique, mais nulle démocratie n'a pu naître là où l'on est privé de souveraineté. Toute tentative pour constituer un espace de démocratie institue en réalité un espace de souveraineté. Ces deux notions sont ici indissolublement liées.

Cette crise de la Nation, est aussi une crise de l'Etat. Elle laisse les citoyens démunis et sans pouvoir pour peser sur la situation. Il en est ainsi car ils sont privés du pouvoir de faire et de modifier les lois et par là même ils sont privés du pouvoir d'organiser collectivement leur propre futur. « Il n'y a d'irréparable que la perte de l'Etat » a dit un roi de France^[7] en des temps anciens, mais qui semblent aujourd'hui étrangement, et tragiquement, proches. Le contexte était celui de la fin des guerres de Religions. Sous le couvert d'un affrontement confessionnel, entre Catholiques et Protestants, une puissance, l'Espagne, cherchait à dominer l'Europe. Seul le pays a changé car aujourd'hui c'est aussi de cela dont il est question. Or, de toutes les guerres civiles, le conflit inter-religieux est le plus inexpiable car il met en jeu des fins qui dépassent l'échelle humaine. Quand ce qui est en cause est la vie éternelle – pour qui y croit – alors tout devient possible et justifié dans ce que l'on considère alors comme la « vie terrestre » pour atteindre cette « vie éternelle ». Une finalité extrême peut engendrer une barbarie extrême. La guerre de religions est aussi le conflit qui déstructure le plus en profondeur une société, qui dresse les enfants contre les parents, les frères contre les frères. Aussi, quand Henri IV fit cette déclaration devant les juges de Rouen, car un Parlement à l'époque était une assemblée de juges, il voulait faire comprendre qu'un intérêt supérieur s'imposait aux intérêts particuliers et que la poursuite par les individus de leurs buts légitimes ne devait pas se faire au détriment du but commun de la vie en société. En redonnant le sens de la Nation, il mit fin à la guerre civile.

On mesure alors ce qu'il y a d'actuel dans des mots prononcés à la fin du XVIème siècle. Une crise économique peut nous appauvrir, des injustices sociales peuvent contribuer à dresser des barrières entre nous. Mais, la confiscation de la souveraineté nationale touche aux fondements mêmes de ce qui nous permet de vivre ensemble.

iPhilo - la philosophie en poche

La première application de philosophie pour iPhone

<http://iphilo.fr>

[1] <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/01/15/20002-20150115ARTFIG00279-les-francais-champions-du-monde-du-pessimisme-economique.php> ou encore, http://www.lepoint.fr/societe/exclusif-les-francais-se-noient-dans-le-pessimisme-30-12-2014-1893114_23.php

[2] Castel R., *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Le Seuil et La République des Idées, 2003.

[3] Bouvet L., *L'insécurité culturelle. Sortir du malaise identitaire français*, Paris, Fayard, 2015.

[4] Evans-Pritchards A., « European 'alliance of national liberation fronts' emerges to avenge Greek defeat », *The Telegraph*, 29 juillet 2015, <http://www.telegraph.co.uk/finance/economics/11768134/European-alliance-of-national-liberation-fronts-emerges-to-avenge-Greek-defeat.html>

[5] Barro J., « The I.M.F. Is Telling Europe the Euro Doesn't Work », *The New York Times*, 14 juillet 2015, http://www.nytimes.com/2015/07/15/upshot/the-imf-is-telling-europe-the-euro-doesnt-work.html?_r=1&abt=0002&abg=0

[6] Guilluy C., *La France périphérique. Comment on sacrifie les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2014.

[7] Discours de Henri IV au Parlement de Rouen en 1597.